

Budget de la Politique Agricole Commune : le gouvernement refuse le combat !
– Michel Dantin (LR, PPE, Fr)

Derrière les belles paroles des États Généraux de l'Alimentation, nous voyons bien que le Président de la République est dans la continuité du mandat socialiste précédent : désintérêt manifeste pour la Politique Agricole Commune (PAC) et défense timide de son budget.

La note des autorités françaises à la Commission européenne relative au cadre financier pluriannuel, dévoilée par le media Contexte, en est la preuve flagrante : la défense du budget des « vieilles politiques » (Politique Agricole et Politique de Cohésion) est reléguée à la deuxième page de sa note au profit de « nouvelles politiques » (défense, sécurité, emploi des jeunes) qui sont maintenant la priorité française. Un sinistre marchandage semble alors se profiler : la France, acceptant des coupes sur la PAC, se ferait acheter par un chèque sur l'emploi des jeunes et le financement de la défense européenne.

Ne nions pas l'évidence : la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et l'émergence de nouveaux défis sécuritaires et de défense obligent à des efforts budgétaires et à une réforme des politiques européennes. Nous avons commencé avec le règlement Omnibus et continuerons à y travailler au Parlement européen en 2018 avec les propositions de la Commission européenne.

Néanmoins, je dénonce le refus français de vouloir incarner un leadership en faveur du budget agricole. Si le gouvernement a fait le choix d'enterrer définitivement les espoirs de ceux qui pensaient encore que la France se voulait un pays agricole et le premier et traditionnel défenseur de la PAC, ce n'est pas le mien !